

CA1

SG 41

-2010



What
happens
when
you are
ON
SUSPENSION
from
your
conditional
release



This brochure is for inmates. Legal interpretation must be based on the Parole Act and Regulations. Also please see the National Parole Board's publication, Decision Policies.

Introduction

The National Parole Board helps protect all Canadians by granting parole to some people who have broken the law. This gives offenders a chance to complete part of their sentences in the community. In this way they can show they have changed and want to live crime-free lives. Most offenders who are not granted parole finish their sentences in the community on mandatory supervision.

You probably know most of this already. Most likely, you are reading this because you were either granted parole or released on mandatory supervision. But now, either your parole supervisor or the National Parole Board has suspended your release.

What happens now?

A hearing

Once you return to prison on suspension, the Board will hold a hearing to decide whether you may return to the community or must remain in prison. Board members will ask what happened and why.

Generally, this hearing will be held within 45 days. It may take longer if:

- you ask for more time;
- the Board needs more information such as a police report or a new psychological assessment; or,

- you have been charged with a new crime, the Board may wait for the outcome of your trial.

At this hearing, the Board will decide whether to cancel your suspension, terminate your release, or revoke your release.

A return to the community

The Board may cancel your suspension and allow you to return to the community if:

- new information shows you are not an undue risk;
- new conditions or a new release plan reduce the risk; or
- the reasons for your suspension were in error.

A return to prison - two types

If your suspension is not cancelled, the Board will either terminate or revoke release.

Termination of release

The Board will normally terminate release if:

- your release plan is no longer workable and another plan cannot be developed;
- you ask to return to prison;
- you cannot meet program or release requirements; or
- you are no longer eligible because the length of your sentence has changed.



Revocation of release

The Board will usually revoke your release if:

- you disobey your conditions of release;
- you commit a new offence; or
- you have become too great a risk to stay in the community.

Note: The Board may revoke your release even without suspension. This usually happens if your whereabouts are unknown and you fail to report to your parole supervisor. When you are back in prison, the Board will hold a hearing.

Remission

Remission is the amount of time you have earned for good behaviour towards release on mandatory supervision.

If your parole is *terminated*, you do not lose the remission you had earned at the time of release.

When your release is *revoked*, by law you lose all of your remission. The Board may, in rare cases, give some or all of it back. It depends upon why the Board revoked the release.

You will be told of the decision and given reasons in writing within 15 days of the hearing.

For more information, you should
contact your case management officer.

The public may write to:

The National Parole Board
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario
K1A 0R1

1 December 1989



La présente brochure s'adresse aux détenus. Toute interprétation juridique doit se fonder sur la Loi sur la libération conditionnelle et son règlement d'application. Voir aussi les politiques décisionnelles telles que décrites dans l'une des publications de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Introduction

La Commission nationale des libérations conditionnelles participe à la protection des Canadiens en accordant une liberté conditionnelle à certaines personnes incarcérées. Elle leur donne donc la possibilité de purger une partie de leur peine dans la collectivité et de prouver ainsi qu'elles ont changé et souhaitent vivre une vie exempte de crime. La plupart des personnes à qui la libération conditionnelle n'est pas accordée terminent leur peine dans la collectivité, en liberté surveillée (surveillance obligatoire).

Tout cela, vous le savez peut-être déjà. Si vous lisez cette brochure, c'est probablement parce que vous êtes en libération conditionnelle ou en liberté surveillée, mais que votre liberté a été suspendue par votre surveillant de liberté conditionnelle, ou par la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Que va-t-il se passer maintenant ?

Audience

Après votre retour à la prison, la Commission tiendra une audience pour décider si vous pouvez être remis en liberté ou non. Des commissaires vous demanderont ce qui s'est passé et pourquoi.

D'habitude, cette audience a lieu dans les 45 jours qui suivent la suspension; ce délai peut être prolongé :

- si vous le demandez;
- si la Commission a besoin d'information supplémentaire de la police, ou peut-être d'une nouvelle évaluation psychologique; ou
- si vous êtes accusé d'un nouveau crime, et que la Commission choisit d'attendre que le procès ait eu lieu.

Lors de cette audience, la Commission décidera s'il y a lieu d'annuler la suspension, de mettre fin à votre libération (cessation) ou de la révoquer.

Retour à la collectivité

La Commission peut *annuler* la suspension et vous permettre de retourner dans la collectivité :

- si de nouvelles informations indiquent que votre remise en liberté ne présente pas un risque trop grand;
- si de nouvelles conditions ou un nouveau projet de sortie rendent le risque acceptable; ou
- si les raisons de la suspension n'étaient pas justifiées.

Réincarcération - deux catégories

Si votre suspension n'est pas annulée, votre libération fera l'objet d'une cessation ou d'une révocation.

Cessation de la liberté

Normalement, la Commission ordonne la cessation de la liberté :

- si votre projet de sortie n'est plus réalisable et qu'il est impossible d'en élaborer un meilleur;



- si vous demandez à retourner en prison;
- si vous ne pouvez répondre aux exigences du programme ou de la mise en liberté; ou
- si vous n'êtes plus admissible parce que la durée de votre peine a été changée.

Révocation de la liberté

La Commission procède normalement à une révocation :

- si vous avez manqué aux conditions;
- si vous avez commis une nouvelle infraction; ou
- si vous représentez maintenant un risque trop grand pour rester dans la collectivité.

Remarque : La Commission peut révoquer votre liberté sans passer d'abord par la suspension. Cela se produit généralement si vous disparaissiez et manquez de vous présenter à votre surveillant de liberté conditionnelle. À votre retour en prison, la Commission tient une audience.

Réduction de peine

La réduction de peine correspond au nombre de jours que vous avez accumulés pour bonne conduite en vue d'une mise en liberté surveillée.

Si la Commission a mis fin à votre libération conditionnelle (*cessation*), vous ne perdez pas les jours de réduction de peine que vous aviez à votre actif au moment de la mise en liberté.

Si votre liberté sous condition a été *révoquée*, la loi veut que vous perdiez toute votre réduction de peine. Dans de rares cas, la Commission peut, suivant le motif de la révocation, vous rendre une partie ou la totalité des jours accumulés.

Vous serez informé de la décision et des motifs à l'appui dans les 15 jours qui suivent l'audience.

Pour de plus amples renseignements sur la libération conditionnelle, vous pouvez vous adresser à votre agent de gestion des cas.

Le public peut écrire à l'adresse suivante :

**Commission nationale des
libérations conditionnelles**

340, ouest avenue Laurier
Ottawa (Ontario)
K1A 0R1

1^{er} décembre 1989





*LA
SUSPENSION*
Qu'est
ce que
c'est
au
juste

